

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Deuil national : une décision saluée et respectée à Libreville

DRAPEAUX en berne, reports des spectacles et autres activités sportives, mobilisation des confessions religieuses. En quoi consiste concrètement le deuil national décrété par la chef de l'État, Ali Bongo Ondimba ? Comment est-il vécu et organisé sur le terrain par les Librevillois ?

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

Le 9 mars dernier, l'Esther Miracle coulait aux larges des côtes gabonaises avec de nombreux passagers à son bord. Si certains ont été secourus et sont même rentrés chez eux malgré les traumatismes post-tragédie, d'autres ont trépassé, certains autres sont portés disparus. Et c'est pour ceux-là dont on est sans nouvelles depuis 6 jours déjà, comme pour ceux qui ont péri, que l'État gabonais a décrété 3 jours de deuil national. Signé par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, le deuil national des 14, 15 et 16 mars courant, marque l'hommage de la Nation aux victimes de cette tragédie.

Pourquoi un deuil national ? Ali Bongo Ondimba y répond lui-même : "Ces jours seront l'occasion d'accompagner en pensées et en prières toutes ces familles meurtries."

Comme consignes pour vivre ces trois jours dans le recueillement, le numéro un gabonais indique : "Tout au long de ce deuil, toutes les manifestations festives et sportives dans le pays seront suspendues."

Ainsi, l'Institut français du Gabon a annulé ses activités culturelles programmées du 14 au 16 mars. La 13e journée du National-Foot 1, qui devait se jouer les 15 et 16 mars, a été reportée. Le Conseil national de la démocratie, qui devait ouvrir sa session ordinaire hier, l'a reportée à une date ultérieure...

Sur le terrain, les familles des disparus saluent l'initiative. Du moins certaines y voient l'expression du réconfort de la nation. "C'est une marque d'attention, une façon pour l'État de nous dire je t'aime", pense Nadia, sans nouvelles de sa nièce et de son petit-fils depuis 6 jours. Mais d'autres veulent juste qu'on ramène les leurs à la maison.

Côté confessions religieuses,

l'Église catholique avait anticipé sur les événements. La conférence épiscopale du Gabon, en date du 11 mars, donnait déjà instructions aux curés "d'organiser des messes en suffrage pour toutes les personnes trépassées lors de ce naufrage, le mercredi 15 mars 2023 à 17 heures". Ce programme reste d'actualité et maintenu.

Côté musulman, dans la prière, les fidèles accompagneront les familles et leurs disparus durant ces 3 jours, renseigne l'imam Rachid Mbadinga, vice-président du Conseil supérieur des affaires islamiques. Et les églises du réveil ne sont pas en reste.

Pendant ce temps, un petit tour des administrations et institutions de la République fait constater des drapeaux en berne. Et les ambassades aussi, partagent, avec le Gabon, cette peine nationale en exprimant le deuil.



Photo: Jocelyn Abila

Des drapeaux en berne à l'Hôtel de Ville de Libreville.

Sur la toile, chacun y va de sa sensibilité pour se recueillir et marquer son soutien aux familles.

En fait, mis à part les consignes présidentielles, il n'y a pas de comportements spécifiques

attendus des uns et des autres. Sauf peut-être les tenanciers de bar qui ont été conviés à ne pas émettre de musique. Et même sur le site du "deuil" au Port Môle, aucun mot d'ordre vestimentaire n'a été donné. Du

moins jusqu'ici. Chacun y est donc habillé au gré de son humeur.

Mais comme les autres jours, la douleur reste palpable. La peine indicible et les mots pour l'exprimer difficile à trouver.

Port-Gentil : entre recueillement et maintien de l'activité économique

Christelle NTSAME
Port-Gentil/Gabon

Le 13 mars dernier, le président de la République, Ali Bongo Ondimba a donc décrété trois jours de deuil national. Avec pour conséquence immédiate, la mise en berne du drapeau national et la suspension de toute manifestation à caractère festif et sportif.

À Port-Gentil, chef-lieu de la province de l'Ogooué-Maritime, cette mesure est scrupuleusement respectée. Notamment dans les administrations publiques telles que le gouvernorat, le Trésor public, la Police judiciaire, le Commissariat central, la brigade de l'Océan, la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs), la Caisse nationale de sécurité



Photo: C.N

sociale (CNSS), etc. Le drapeau gabonais est également en berne à la résidence du président de la République.

Les entreprises privées, à l'instar de Gesparc, Pro-Équipe, CFAO Motors, Gabon-Meca, et bien d'autres n'ont pas dérogé à la règle. Sur le front de mer, lieu désormais dédié au recueillement de l'ensemble des familles éplorées et leurs proches, aucun

dispositif particulier n'est à relever avant l'heure indiquée pour le rassemblement. Si le décret d'un deuil national a trouvé l'assentiment de la population portgentillaise dans son ensemble, celle-ci nourrit un vif espoir de voir les corps des disparus repêchés et restitués à leurs familles respectives.

Par ailleurs, nombreux espéraient que les journées consa-

crées au deuil national ayant pour objectif d'"accompagner les familles endeuillées par le naufrage du "Esther Miracle" en pensées et en prières" seraient chômées. Malheureusement pour ces derniers, l'activité économique est bel et bien effective dans la cité de l'or noir. Même si au siège de la compagnie Royal Cost Marine, le personnel était absent.